



Société Anonyme au Capital de 1 901 200 €  
Siège social : 75 rue de Lourmel, 75015 Paris.

RCS Paris B 330 148 438

Société cotée sur Eurolist d'Euronext, compartiment C.

Code ISIN : FR0000057903 - Code Reuters : UMUL.LN - Code Datastream : F:UNIV

## **Rapport financier semestriel Semestre clos le 30 septembre 2010**

Le présent rapport a été diffusé conformément aux dispositions de l'article L.451-1-2 *III* du Code Monétaire et Financier et des articles 222-4 et suivants du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF »). Il est notamment disponible sur le site de notre société [www.universal-multimedia.net](http://www.universal-multimedia.net).

### ***RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE***

#### **Présentation**

La société Universal Multimédia est spécialisée dans l'étude, l'industrialisation et la commercialisation d'ensembles et de sous-ensembles électroniques utilisant la technologie des écrans plats destinés au marché grand public et professionnel, en France et à l'export.

La société a été classée par l'ANVAR société innovante par décision N° A98 05 119QFI du 5 novembre 1998. L'ANVAR a accordé à la société pour le projet mettant en œuvre la technologie clé : **TC9 : ECRANS PLATS** le label « TECHNOLOGIE CLE » le 16 avril 2002.

Son programme Recherche s'oriente sur le développement du téléviseur intelligent (numérique, haute définition, interactive et évolutive), vers le concept de la maison numérique et vers les outils de l'affichage public de l'image dynamique. L'axe de ce programme est une stratégie produits-services

#### **Historique et évènements marquants survenus au cours du semestre écoulé**

L'activité de Recherche et Développement de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA reste toujours très active.

La Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a continué à percevoir des revenus liés à des prestations de service (sourcing, référencement, approvisionnement de produits de sa gamme CONTINENTAL EDISON) de la part de la Société CDISCOUNT.

Par ailleurs, la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA a commercialisé des tableaux interactifs et multimédia destinés à équiper des écoles numériques ainsi que des écrans plats en mode hôtel à des hôpitaux français.

Une requête devant le Tribunal de Commerce de Paris concernant la résolution du plan a été déposée par le Commissaire à l'exécution du plan de continuation ; lors de l'audience du 7 septembre 2010, UNIVERSAL MULTIMEDIA a sollicité un report du règlement du solde de cette échéance d'avril 2010 jusqu'au mois de décembre 2010.

Par jugement en date du 16 novembre 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a approuvé la modification du plan de continuation et a reporté l'échéance relative à la 3<sup>ème</sup> année (584 K€) initialement prévue en avril 2010 a été reportée au 31 décembre 2010. A ce jour, le montant de cette échéance n'a été payé qu'à hauteur de 100 000 € par UNIVERSAL MULTIMEDIA.

Depuis octobre 2008, la société UNIVERSAL MULTIMEDIA détenait 100% de la société CONTINENTAL EDISON SAS. Aux termes d'une décision en date du 3 novembre 2009 prise par la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, agissant en qualité d'associé unique de la société CONTINENTAL EDISON SAS, cette dernière a été dissoute par confusion de patrimoine avec effet rétroactif au 1er avril 2009.

Du fait de cette opération, la société UNIVERSAL MULTIMEDIA n'ayant plus de participation dans une société susceptible d'être retenue dans son périmètre de consolidation, elle n'a plus à procéder à l'établissement de comptes consolidés.

En conséquence, les comptes inclus dans le présent rapport semestriel d'activité sont établis selon le référentiel comptable français applicable aux comptes individuels.

Dans une conjoncture toujours difficile, UNIVERSAL MULTIMEDIA est actuellement confrontée à des reports de certaines recettes attendues en particulier une absence de règlement des prestations fournies à l'un de ses principaux clients de l'exercice et à un remboursement différé du crédit de TVA pour un montant de 102 K€

Face à ces difficultés, des actions visant à la restructuration du passif de la société, ainsi qu'à l'apport de financements complémentaires sont actuellement entreprises. La réussite de ces actions est indispensable à la poursuite des activités de la société (voir risques de liquidité et de trésorerie).

### **Principaux risques et incertitudes pour les 6 prochains mois**

#### **Risques clients**

Dans les comptes clients, figurent pour 1 943 K€ des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie.

Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la troisième annuité est fixé en avril 2011, et les deux premières annuités ont été honorées. Aucun élément d'information ne permet de douter à ce jour de la capacité de cette société à honorer les échéances futures de cette dette.

#### **Risques liés à la sous-traitance**

A ce jour, il est inexistant.

#### **Risques sur les actions**

La société a souscrit des titres monétaires pour 313k€ risque néant.

## **Risques sur l'activité**

En raison du plan de continuation en cours, la société continue de subir les effets de son redressement judiciaire à savoir notamment qu'elle ne dispose d'aucun encours financier auprès de ses fournisseurs et de son partenaire bancaire.

## **Risques de liquidité et de trésorerie**

Au 30 septembre 2010, le montant du passif du plan de continuation d'UNIVERSAL MULTIMEDIA s'élève à 10 574 423,79€

L'échéancier d'apurement du passif s'établit comme suit :

année 4	année 5	année 6	année 7	année 8	année 9	année 10
1/04/11	1/04/12	1/04/13	1/04/14	1/04/15	1/04/16	1/04/17
1 469 013,36	1 468 706,36	1 468 545,11	1 468 545,11	1 468 545,11	1 468 545,11	1 174 836,08

Le Tribunal de Commerce de Paris a accepté de reporter la 3<sup>ème</sup> annuité du plan de continuation de 584.619,36 € au 31 décembre 2010. Il nous reste à devoir sur cette échéance la somme de 483.997,62 € (cf Historique et évènements marquants survenus au cours du semestre écoulé).

Compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus et des restrictions d'accès au crédit bancaire auxquelles UNIVERSAL MULTIMEDIA doit faire face, la réussite des actions actuellement entreprises, visant à la restructuration du passif de la société, ainsi qu'à l'apport de financement supplémentaire, est indispensable pour assurer le paiement à bonne date des échéances futures du plan de continuation du 2 avril 2007.

Au cas où ces actions et démarches actuellement entreprises ne seraient pas couronnées de succès, la continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause.

## **Principales transactions avec les parties liées**

L'information détaillée concernant les transactions conclues avec les parties liées figure dans l'annexe des comptes au 30 septembre 2010.

## **Chiffres d'affaires de l'exercice et perspectives jusqu'à la clôture de l'exercice**

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA continue d'axer tous ses efforts dans la relance de son activité, efforts ralents par les effets de son redressement judiciaire (aucun encours financier auprès de ses fournisseurs et de son partenaire bancaire...).

## **Evénements postérieurs à la clôture de la période semestrielle**

Aucun évènement d'importance non évoqué dans le présent rapport n'est intervenu depuis la date d'arrêté du 30 septembre 2010.

A la demande de Cdiscount, les contrats de prestations conclus en août 2009 ont été renégociés. Les nouveaux contrats ne modifient en rien le niveau de rémunération du à la société UNIVERSAL MULTIMEDIA au titre de la fourniture des prestations correspondantes.

### **Organe de direction**

Aucune modification n'est intervenue au cours du premier semestre 2010.

### **Contacts**

UNIVERSAL MULTIMEDIA

E-mail : [pca@universal-multimedia.net](mailto:pca@universal-multimedia.net)

## UNIVERSAL MULTIMEDIA

### **Déclaration du responsable du rapport financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, du résultat et de la situation financière de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice 2010/2011, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice.

Saint-Germain des Prés, le 20 janvier 2011

Kacem AIT YALLA  
Président



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010**

**Période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2010**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010**

**Période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2010**

Aux Actionnaires  
**UNIVERSAL MULTIMEDIA SA**  
Paris

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**I. CONCLUSION SUR LES COMPTES**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français applicables aux comptes individuels, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Si on remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes intitulés :

- Evènements postérieurs à la clôture de la période semestrielle,
  - Règles et méthodes comptables,
  - Autres notes liées aux comptes annuels (Risques de liquidité et de trésorerie),
- relatifs à l'exposé de la problématique, des hypothèses et des incertitudes sur lesquelles repose

actuellement l'appréciation du maintien du principe de la continuité de l'exploitation.

## II. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Fait à Paris, le 20 janvier 2010

Les Commissaires aux comptes

FIDUCINTER

Francis SALVA

HOCHE AUDIT

Laurence ZERMATI

## BILAN ACTIF

	Brut	Amort.Prov	30/09/10	30/09/09
<b>Capital souscrit non appelé</b>				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droit similaire				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/Immo. Incorp.				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, Mat. Outil.	37 995	28 220	9 775	13 098
Autres immobilisations corporelles	41 305	30 901	10 404	15 965
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées				
Autres participations	6 000	6 000		300 000
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres immobilisés	54 515	48 942	5 573	9 446
Prêts	143	143		
Autres immobilisations financières	230		230	7 818
<b>TOTAL (I)</b>	<b>140 188</b>	<b>114 206</b>	<b>25 982</b>	<b>346 327</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	2 272 791	2 218 537	54 254	56 235
<b>Stocks</b>				
Matières premières approvision.				
En cours de productions de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	149 646	111 191	38 455	42 310
Marchandises	20 143	2 152	17 991	10 813
Avances & ac. versés/commandes	1 986		1 986	108 749
<b>Créances</b>				
Clients comptes rattachés	4 203 016	1 640 193	2 562 823	2 615 518
Autres créances	524 596	351 353	173 243	788 911
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Divers</b>				
Valeurs mobilières de placement	313 529		313 529	26 672
Disponibilités	166 610		166 610	102 548
<b>Comptes de régularisations</b>				
Charges constatées d'avance	4 200		4 200	3 254
<b>TOTAL (II)</b>	<b>7 656 517</b>	<b>4 323 426</b>	<b>3 333 091</b>	<b>3 755 010</b>
Charges à répartir/plus. exer. (III)				
Primes de remb. obligations (IV)				
Écart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>7 796 705</b>	<b>4 437 632</b>	<b>3 359 073</b>	<b>4 101 337</b>

Désignation : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Situation au 30/09/10

EURO

## BILAN PASSIF

	30/09/10	30/09/09
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	1 901 200	1 901 200
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	4 714 226	4 714 226
Écarts de réévaluation	128 039	128 039
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	1 622 016	1 622 016
Autres réserves	-19 200 295	-18 526 630
Report à nouveau	-201 919	-315 849
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)</b>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL (I)</b>	<b>-11 036 733</b>	<b>-10 476 998</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produit des émissions de titres participatifs	208 404	219 982
Avances conditionnées		
<b>TOTAL (II)</b>	<b>208 404</b>	<b>219 982</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques		56 300
Provisions pour charges		0
<b>TOTAL (III)</b>		<b>56 300</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	7 575	7 996
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 640 851	8 086 852
Emprunts et dettes financières divers	614 250	28 843
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 859 181	3 105 848
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 137 848	1 155 957
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	461 911	462 804
Autres dettes		
<b>COMPTE DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>12 721 616</b>	<b>12 848 300</b>
Ecarts de conversion passif (V)	1 465 786	1 453 753
<b>TOTAL GENERAL (I à V)</b>	<b>3 359 073</b>	<b>4 101 337</b>

## COMPTE DE RESULTAT

	30/09/10			30/09/09
	France	Exportation	Total	
Ventes marchandises	334	57 456	57 790	86 898
Production vendue de biens	171		171	335
Prod. vend. de services	239 277		239 277	4 079
<b>Chiffres d'affaires net</b>	<b>239 782</b>	<b>57 456</b>	<b>297 238</b>	<b>91 312</b>
Production stockée			5 225	644
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1	2 601 200
Reprise /amortis.& Provision transfert de charges			11	1
Autres produits (1)				
		<b>Total produits d'exploitation (2)</b>	<b>302 475</b>	<b>2 693 157</b>
Achats marchandises			56 375	78 520
Variation stock marchandises				1 088
Achats matières premières & autres approvisionnements			235	-9 628
Variation stock matières premières & approvisionnement			197 480	369 954
Autres achats et charges externes (3)			7 496	7 329
Impôt, taxes et versements assimilés			163 799	201 127
Salaires & traitements			70 170	73 303
Charges sociales			4 348	4 463
Dotations aux amortissements sur Immobilisations				
Dotations aux provisions sur Immobilisations			1	2 328 240
Dotations aux provisions sur Actif circulant				
Dotations aux provisions Pour risques & charges			1	154 324
Autres charges				
		<b>Total charges d'exploitation (4)</b>	<b>499 905</b>	<b>3 208 720</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-197 430</b>	<b>-515 563</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée bénéfice transféré				
Produits financiers de participations (5)			550	187
Produits des autres valeurs mobilières & créances.(5)			82	596
Autres intérêts & produits assimilés (5)				
Reprises sur provisions & transfert de charges				11 589
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de v.m.p.				
		<b>Total des produits financiers</b>	<b>632</b>	<b>12 372</b>
Dotations financières aux amortissements & Provisions			1 422	
Intérêts & charges assimilés (6)			120	330
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de v.m.p.				
		<b>Total des charges financières</b>	<b>1 542</b>	<b>330</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>-910</b>	<b>12 042</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>-198 340</b>	<b>-503 520</b>

## COMPTE DE RESULTAT (SUITE)

	30/09/10	30/09/09
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 124	232 339
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur Provisions & transferts de charges		
<b>Total produits exceptionnels (7)</b>	<b>4 124</b>	<b>232 339</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	90	26 170
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	7 613	18 497
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions		
<b>Total charges exceptionnelles(7)</b>	<b>7 703</b>	<b>44 667</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-3 579</b>	<b>187 672</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>307 231</b>	<b>2 937 868</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>509 150</b>	<b>3 253 717</b>
<b>BENEFICE OU PERTE (Total des produits -Total des charges)</b>	<b>-201 919</b>	<b>-315 849</b>

(1) <i>Produits nets partiels sur opérations à long terme</i>		
(2) <i>Produits de locations immobilières</i>		
(2) <i>Produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler en (8))</i>		
(3) <i>Crédit bail mobilier</i>		
(3) <i>Crédit bail immobilier</i>		
(4) <i>Charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler en (8))</i>		
(5) <i>Produits concernant les entreprises liées</i>		
(6) <i>Intérêts concernant les entreprises liées</i>		
(6bis) <i>Dons faits aux organismes d'intérêt général</i>		
(9) <i>Transfert de charges</i>		
(10) <i>Cotisations pers. expl.</i> (Primes et cot.)		
(11) <i>redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)</i>		
(12) <i>redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)</i>		

(7) Détail des produits et charges exceptionnels	Exercice N	
	charges exceptionnelles	produits exceptionnels
<i>VOIR DETAIL EN ANNEXE</i>		
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs	Exercice N-1	
	charges antérieures	produits antérieurs
<i>VOIR DETAIL EN ANNEXE</i>		

Désignation : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Situation au 30/09/10

EURO

Désignation de l'entreprise : SA UNIVERSAL MULTIMEDIA

Annexe au bilan avant répartition des comptes semestriels clos le 30/09/10, dont le total est de 3 359 073 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 201 919 Euros.

La période a une durée de 6 mois du 01/04/2010 au 30/09/10.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes semestriels.

Annexe aux comptes semestriels du 01/04/10 au 30/09/10		Informations			
Éléments	n°	Produites	Non produites		
		PAGES	N / S	N / A	
	Faits caractéristiques de la période semestrielle Evènements postérieurs à la clôture de la période semestrielle				
<b>Règles et méthodes comptables</b>					
1	- Méthodes d'évaluation, calcul des amortissements et des provisions - Changement de méthode, dérogations - Informations complémentaires pour donner l'image fidèle	7			
<b>Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat</b>					
2	État de l'actif immobilisé	15			
3	État des amortissements	16			
4	État des provisions	17			
5	État des échéances des créances et des dettes	18			
Informations et commentaires sur :					
.1	Éléments relevant de plusieurs postes du bilan			X	
.2	Réévaluation			X	
.3	Frais d'établissement			X	
.4	Frais de recherche appliquée et de développement			X	
.5	Fonds commercial			X	
.6	Intérêts immobilisés			X	
.7	Intérêts sur éléments de l'actif circulant			X	
.8	Différences d'évaluation / éléments fongibles de l'actif circulant			X	
.9	Avances aux dirigeants			X	
.10	Produits à recevoir	20			
.11	Charges à payer	21			
.12	Charges et produits constatés d'avance	22			
.13	Détail des charges et produits exceptionnels	23			
.14	Composition du capital social	24			
.15	Parts bénéficiaires			X	
.16	Obligations convertibles			X	
.17	Ventilation chiffre d'affaires net		X		
.18	Ventilation impôt sur bénéfices	25			
6	Crédit-bail		X		
7	Engagements financiers	26			
8	Dettes garanties par des sûretés réelles			X	
9	Incidence des évaluations fiscales dérogatoires	27			
10	Accroissements et allégements de la dette future d'impôts	28			
11	Rémunérations des dirigeants	29			
12	Effectif moyen	30			
13	Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société			X	
14	Liste des filiales et participations	31			
15	Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières		X		
16	Informations concernant les entreprises liées			X	
17	Informations concernant les parties liées	33			
18	Résultat de la société au cours des 5 derniers exercices	33			

N / S : non significatif

N / A : non applicable

### Faits caractéristiques de la période semestrielle.

#### Faits caractéristiques

L'activité de Recherche et Développement de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA reste toujours très active, et, la gamme de produits sous la marque CONTINENTAL EDISON ne cesse de s'étoffer.

#### Plan de continuation

Par jugement du 13 février 2006, le Tribunal de Commerce de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire. Le 2 avril 2007, un plan de continuation sur 10 ans a été adopté et homologué par le Tribunal de Commerce de Paris.

Les montants retenus, après paiement des créances inférieures à 300€ et des créances super-privilégiées, sont décomposés comme suit :

Créanciers	Montants chirographaires retenus après validation du Juge Commissaire
Banques	8 460 890,64
Fournisseurs	2 111 072,01
Clients	17 864,83
Avances conditionnées*	231 560,00
Organismes sociaux	367 589,50
Etat	504 159,06
Litiges Prud'homaux	94517,35
<b>TOTAL</b>	<b>11 787 653 ,39</b>

Au 30 septembre 2010, le montant du passif s'élève à 10 574 423,79€.

L'échéancier d'apurement du passif s'établit comme suit :

année 1* 1/04/08	année 2* 1/04/09	année 3 1/04/10	année 4 1/04/11	année 5 1/04/12	année 6 1/04/13	année 7 1/04/14	année 8 1/04/15	année 9 1/04/16	année 10 1/04/17
598885,99	588882,64	584 619,36	1 469 013,36	1 468 706,36	1 468 545,11	1 468 545,11	1 468 545,11	1 468 545,11	1 174 836,08

- les échéances relatives aux « année 1 » et « année 2 » ont été réglées

#### Evènements postérieurs à la clôture de la période semestrielle

Une requête devant le Tribunal de Commerce de Paris concernant la résolution du plan a été déposée par le Commissaire à l'exécution du plan ; lors de l'audience du 7 septembre 2010, UNIVERSAL MULTIMEDIA a sollicité un report du règlement du solde de cette échéance d'avril 2010 jusqu'au mois de décembre 2010.

Par jugement en date du 16 novembre 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a approuvé la modification du plan de continuation et a reporté l'échéance relative à la 3<sup>ème</sup> année (584 K€) initialement prévue en avril 2010 au 31 décembre 2010. Il nous reste à devoir sur cette échéance la somme de 483.997,62 €.

EURO

Dans une conjoncture toujours difficile, UNIVERSAL MULTIMEDIA est actuellement confrontée à des reports de certaines recettes attendues.

Face à ces difficultés, des actions visant à la restructuration du passif de la société, ainsi qu'à l'apport de financements complémentaires sont actuellement entreprises.

## Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus et des restrictions d'accès au crédit bancaire auxquelles UNIVERSAL MULTIMEDIA doit faire face, la réussite des actions actuellement entreprises, visant à la restructuration du passif de la société, ainsi qu'à l'apport de financement supplémentaire, est indispensable pour assurer le paiement à bonne date des échéances futures du plan de continuation du 2 avril 2007.

Au cas où ces actions et démarches ne seraient pas couronnées de succès, la continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause, ce qui devrait entraîner l'abandon du principe comptable de continuité d'exploitation, dans le cadre de l'établissement de ses comptes annuels et de ses situations semestrielles.

L'abandon de ce principe devrait lui-même entraîner des modifications dans l'application de certains autres principes comptables (notamment ceux d'indépendance des exercices et des coûts historiques) qui conduiraient à une présentation et une appréciation différentes des postes comptables de la société.

## Changement de présentation

Le montant du stock entre le 31 mars 2010 et le 30 septembre 2010 n'ayant pas varié, seul un complément de provision a été effectué au 30 septembre 2010 au lieu de reprendre intégralement la provision antérieure et de redoter.

## Notes liées à l'actif du bilan

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Le coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

---

• Agencements et aménagements des constructions	5 à 10 ans
• Matériel et outillage industriels	2 à 10 ans
• Matériel de transport	2 à 5 ans
• Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

---

Les coûts de recherche et développement sont enregistrés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Ils s'élèvent, au titre de la période semestrielle close au 30 septembre 2010 à 133 K€ (masse salariale 129 K€ - charges externes : 4 K€).

### Immobilisations financières, filiales et participation

La société Sybatronic étant en liquidation judiciaire, les titres détenus par Universal Multimédia (6000€) sont provisionnés à 100%.

### Autres titres immobilisés

La société UNIVERSAL MULTIMEDIA détient 13 989 actions propres pour une valeur d'acquisition de 54 515 €. Une provision pour dépréciation pour 48 942 € a été constatée.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond au cours de bourse.

Les actions de la société Universal Multimédia sont cotées Code ISIN FR0000057903 au compartiment C Euronext Paris.

La société n'a pas acheté ni vendu d'actions propres au cours l'exercice clos au 30.09.10.

### Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode *premier entrée, premier sorti*.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous - activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

EURO

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

### Autres créances

Le poste Autres créances comporte des avances et acomptes versés sur des commandes en 2005 pour un montant de 351K€.

Afin de tenir compte du risque lié à ces acomptes, une provision pour dépréciation de ces actifs a été constituée pour un montant de 351K€.

## Notes liées au passif du bilan

### Capitaux propres

Compte tenu du résultat fortement déficitaire des trois années précédentes et de la période semestrielle du 01/04/2010 au 30/09/2010, les capitaux propres sont négatifs de 11 036 733€.

### Avances conditionnées

Ces avances portant sur un montant de 220 000 € majoré de pénalités de retard à hauteur de 21 560€ ont été déclarés au passif chirographaire de la société dans le cadre du plan de continuation. Suite au paiement des deux premières échéances du plan, le solde comptable est de 208 K€.

### Provisions

Elles sont évaluées selon le coût réel des dépréciations encourues.

Les variations des postes correspondent à l'évolution des actifs et des risques de la société.

### Provisions pour risques

Néant

### Provision pour charges

Néant

### Charges à payer

Aucune provision n'a été comptabilisée pour les honoraires des commissaires aux comptes, de l'expert comptable et des avocats relatifs à des prestations non effectuées au 30 septembre 2010 conformément à l'avis de CNCC. Le montant des honoraires non provisionnés en raison de non réalisation des prestations à la date du 30 septembre 2010 s'élève à 39 900 euros.

### Emprunt

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit sur l'exercice.

### Prêts d'actions

Les deux principaux actionnaires ont respectivement prêtés 69 204 actions Universal Multimédia et 15 210 actions Universal Multimédia à la société afin de boucler le montage du financement de REVOX Inc en 2003.

Le prêt de consommation d'actions a été comptabilisé au cours du transfert des titres UNIVERSAL MULTIMEDIA /REVOX Inc (14,45€/actions)

Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent de ce fait une créance de restitution des titres envers la Société UNIVERSAL MULTIMEDIA, même si le remboursement des deux prêts n'a pas été exigé à leur échéance.

Au 30 septembre 2010, la dette de la société à l'égard des prêteurs a été évaluée à 33 625 €, soit 84 414 actions valorisées au cours moyen de bourse du mois de septembre 2010, compte tenu de la reprise de la cotation du cours de l'action.

EURO

La différence entre la dette initialement constatée à l'égard des préteurs et le montant des prêts affichés au 30 septembre 2010, soit 1 186 157 €, a néanmoins été maintenu au passif du bilan, au poste écart de conversion, pour tenir compte de l'obligation de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA, concernant la restitution future des actions UNIVERSAL MULTIMEDIA prêtées.

### Engagements hors bilan

#### Engagements donnés avant juin 2005 :

Les engagements hors bilan de la société sont principalement des engagements de garantie conventionnels concernant des contrats classiques avec des partenaires financiers : banque et société de crédit bail.

Les engagements pris en matière de pensions et retraite sont limités : il représente un engagement total de 16390.59€.

Les locaux occupés par la Société à Saint Germain des Prés font l'objet d'un bail commercial signé entre la Société (le preneur) et Monsieur AIT YALLA Kacem (le bailleur). Ce bail a été consenti pour une durée de neuf années entières et consécutives à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1997 puis reconduit pour un loyer annuel fixé 30 500 euros jusqu'au 30 juin 2015.

Le Preneur et le Bailleur auront la faculté de donner congé à l'expiration d'une période triennale en invoquant des dispositions du décret du 30 septembre 1953.

Dans le cadre des ouvertures de crédits documentaires octroyés en 2005 par un partenaire financier et non remboursés à ce jour, la société est bénéficiaire d'une caution hypothécaire de la part de M. AIT YALLA Kacem à hauteur de 1 000 000 €.

La Société reste redevable de 733 K€ dans le cadre de cette ligne, montant qui a été déclaré au passif de la Société.

En vertu d'une ligne de crédit octroyée par un organisme financier, la Société a souscrit un billet à ordre de 300 000 €, avalisé par M. AIT YALLA Kacem, alors Président Directeur Général de la Société. Il reste à devoir sur ce montant 270 K€.

Ce montant demeurant impayé à ce jour, la Société et M. AIT YALLA, en sa qualité de donneur d'aval, restent solidairement devoir à la Banque le montant de l'effet. Ce montant a été déclaré au passif de la Société.

#### Droit individuel à la formation :

Au 30 septembre 2010, les droits acquis par les salariés au titre du DIF s'élèvent à 744 heures.

## Autres notes liées aux comptes annuels

### Risques clients

Dans les comptes clients, figurent pour 1 943 K€, des créances sur la Société BYA ELECTRONIC en Algérie. Un plan d'étalement du remboursement établi sur 8 ans a été mis en place en 2008, le paiement de la troisième annuité est fixé en avril 2011, et les deux premières annuités ont été honorées. Aucun élément d'information ne permet de douter à ce jour de la capacité de cette société à honorer les échéances futures de cette dette.

### Risques liés à la sous-traitance

A ce jour, il est inexistant.

### Risques sur les actions

La société a souscrit des titres monétaires pour 313k€, risque néant.

### Risques de liquidité et de trésorerie

Le Tribunal de Commerce de Paris a accepté de reporter la 3<sup>ème</sup> annuité du plan de continuation de 584.619,36 € au 31 décembre 2010. Il nous reste à devoir sur cette échéance la somme de 483.997,62 €. (cf. paragraphe : Evènements postérieurs à la clôture )

Compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus et des restrictions d'accès au crédit bancaire auxquelles UNIVERSAL MULTIMEDIA doit faire face, la réussite des actions actuellement entreprises, visant à la restructuration du passif de la société, ainsi qu'à l'apport de financement supplémentaire, est indispensable pour assurer le paiement à bonne date des échéances futures du plan de continuation du 2 avril 2007.

Au cas où ces actions et démarches actuellement entreprises ne seraient pas couronnées de succès, la continuité de l'exploitation des activités de la société serait remise en cause.

**LISTE DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE DES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LA PERIODE SEMESTRIELLE CLOSE LE 30 SEPTEMBRE 2010**

1/ La rémunération et avantages de toutes nature de Monsieur **AIT YALLA Kacem**, Président du Conseil d'Administration au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2010 :

.société concernée :	UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
.montant de la rémunération :	25 200 euros
.montant des avantages de toute nature :	1 566 euros

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

2/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **AIT YALLA Yasmine**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2010 :

.société concernée :	UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
.montant de la rémunération :	néant
.montant des avantages de toute nature :	néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

3/ La rémunération et avantages de toutes nature de Madame **GUTMANN Angèle**, Administrateur au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2010 :

.société concernée :	UNIVERSAL MULTIMEDIA SA
.montant de la rémunération :	néant
.montant des avantages de toute nature :	néant

.Autre société concernée par l'article L 226-1 al2 du Code de Commerce : néant

**Honoraires des commissaires aux comptes**

	30/09/2010	30/09/2009
<u>Honoraires HT des commissaires aux comptes</u>		
- au titre du contrôle légal	39 900€	51 000€
- au titre des conseils et prestations entrant dans les DDL		
<b>Total</b>	<b>39 900€</b>	<b>51 000€</b>

## ACTIF IMMOBILISE

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissement R&D	<b>TOTAL 1</b>		
Autres postes d'immo. Incorporelles	<b>TOTAL 2</b>		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement.			
Installations techniques, matériel et outillage ind.	37 995		
Installations générales, agencts., améngts. Divers	4 646		
Autres matériels de transport	24 214		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	12 446		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
	<b>TOTAL 3</b>	79 301	
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	6 000		
Autres titres immobilisés	54 515		
Prêts & autres immobilisations financières	7 972	14	
	<b>TOTAL 4</b>	68 487	14
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>	147 788	14

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immobilisations	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement			
Frais d'établissement R&D	<b>TOTAL 1</b>				
Autres postes d'immo. Incorporelles	<b>TOTAL 2</b>				
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	Inst. Gales., agencts. Et am. Const.				
Installations techniques matériel et outillage				37 995	
Autres immo. corporelles	Inst. Gales., agencts., amé- nagement divers			4 646	
	Matériel de transport			24 214	
	Matériel de bureau & informatique			12 446	
	Emballages récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
Avances & acomptes				<b>TOTAL 3</b>	79 301
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations				6 000	
Autres titres immobilisés				54 515	
Prêts & autres immobilisations financières				7 613	373
	<b>TOTAL 4</b>			<b>7 613</b>	<b>60 888</b>
	<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)</b>			<b>7 613</b>	<b>140 189</b>

## AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE LA PERIODE SEMESTRIELLE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et développement					
<b>TOTAL 1</b>					
Autres immobilisations incorporelles					
<b>TOTAL 2</b>					
Terrains					
Constructions	sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	installations générales				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		26 558	1 662		28 220
Autres immobilisations corporelles	installations générales	891	232		1 123
	matériel de transport	17 405	1 513		18 918
	matériel de bureau	9 920	940		10 860
	emballages récupérables				
<b>TOTAL 3</b>		<b>54 774</b>	<b>4 347</b>		<b>59 121</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>		<b>54 774</b>	<b>4 347</b>		<b>59 121</b>

## PROVISIONS

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30%				
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger avant le 01/01/1992				
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger après le 01/01/1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL 1</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions garanties données aux clients				
Provisions pertes de marché à terme				
Provisions amendes & pénalités				
Provisions pertes de change				
Provisions pensions & obligations				
Provisions pour impôts				
Provisions renouvellement des immobilisations				
Provisions grosses réparations				
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL 2</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations titres équivalence				
Titres de participation	6 000			6 000
Autres immobilisations financières	47 663	1 422		49 085
Sur stocks et en cours	2 331 880	1	1	2 331 880
Sur comptes clients	1 640 192			1 640 192
Autres pour dépréciations	351 353			351 353
<b>TOTAL 3</b>	<b>4 377 088</b>	<b>1 423</b>	<b>1</b>	<b>4 378 510</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>	<b>4 377 088</b>	<b>1 423</b>	<b>1</b>	<b>4 378 510</b>
dont	- d'exploitation	1	1	
dotations	- financières	1 422		
et reprises	- exceptionnelles			
Titres mis en équivalence				

EURO

## ECHEANCES, CREANCES ET DETTES

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts	143			143
Autres immobilisations financières	230			230
Clients douteux ou litigieux	1 831 299			1 831 299
Autres créances clients	2 371 717	536 532		1 835 185
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	1 656	1 656		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	206	206		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Taxe sur la valeur ajoutée	66 004	66 004	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés				
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	456 730	100 557		356 173
Charges constatées d'avance	4 200	4 200		
TOTALX		4 732 185	709 155	4 023 030
Montant des	prêts accordés en cours d'exercice			
	remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés				

CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an max. à l'origine à plus de 1 an à l'origine	7 575	420	5 261	1 894
Emprunts et dettes financières divers		7 640 851	1 512 808	5 282 796	845 247
Fournisseurs et comptes rattachés		2 859 180	768 337	1 319 794	771 049
Personnel et comptes rattachés		132 993	35 817	52 823	44 353
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		484 367	119 904	229 743	134 720
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices Taxe sur valeur ajoutée Obligations cautionnées Autres impôts, taxes et assimilés	520 487	180 354	296 954	43 179
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés					
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		1 076 161	617 376	11 166	447 619
Dette représentative de titres emp.					
Produits constatés d'avance					
<b>TOTAUX</b>		<b>12 721 614</b>	<b>3 235 016</b>	<b>7 198 537</b>	<b>2 288 061</b>
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques					

## PRODUITS A RECEVOIR

	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	345 150
Autres créances	
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>345 150</b>

**CHARGES A PAYER**

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 615
Dettes fiscales et sociales	41 419
Autres dettes	
<b>TOTAL</b>	<b>122 034</b>

**CHARGES ET PRODUITS CONSTATE D'AVANCE**

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	4 200	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>4 200</b>	

## DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

	30/09/2010	30/09/2009
<b>Sur opérations de gestion</b>		
671200 Pénalité Amendes Fiscales	90	4 358
671800 Autres ch except/op.gestion		1 744
672000 Charges except/ex antérieur		20 068
<b>Sur opérations en capital</b>		
675000 Val. net compta cédée		
675100 Val.compta.imm.incorp.ced	7 613	
675600 Immo financieres		
678800 Ch except. diverses		
<b>Dotations aux amort et provisions</b>		
687100 Dot.amt.except.immobil		
687500 Dot.prov.risq&ch except		18 497
<b>TOTAL</b>	<b>7 703</b>	<b>44 667</b>

## DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

	30/09/10	30/09/09
<b>Sur opération de gestion</b>		
77100 Prod.except/operation gestion		3 727
771800 Autres Prod except/opera gestion		1 227
77200 Prod.exploit/exeerc.anterieur	4 124	227 383
77800 Autres Prod. exceptionnels		2
<b>Sur opération en capital</b>		
77500 Prod cess elements actif		
775200 Prod cession immo corpo		
778800 Prod exceptionnels divers		
<b>Reprise aux amt et provisions</b>		
787500 rep prov risque et ch except		
<b>TOTAL</b>	<b>4 124</b>	<b>232 339</b>

**COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	1 901 200	1.00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	1 901 200	1.00

**VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES**

	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	-198 340		-198 340
Résultat exceptionnel (et participation)	-3 579		-3 579
Résultat comptable	-201 919		-201 919

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	1 002 964*
Engagements en matière de pensions	
Engagements en matière de retraite	16 391
Autres engagements donnés :	
TOTAL	1 019 355
(1) dont concernant :	
• les dirigeants	
• les filiales	
• les participations	
• les autres entreprises liées	
• les engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions reçus	1 002 964*
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	1 002 964

\*cf. paragraphe engagement hors bilan

## INCIDENCE DES EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

	Montant
Résultat de l'exercice	-201 919
Impôt sur les bénéfices	
Résultat avant impôt	-201 919
Variation des provisions réglementées :	
Autres évaluations dérogatoires :	
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôt)	-201 919
Ces évaluations ont pour effet d'augmenter (de diminuer) le poste " Provisions réglementées " de	

**ACCROISSEMENT ET ALLEGEMENT DETTE FUTURE D'IMPOT**

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
<b>Provisions réglementées :</b>	
- Amortissements dérogatoires	
- Provisions pour hausse des prix	
- Provisions pour fluctuation des cours	
<b>Autres</b>	
TVTS	1 500
Amendes	
Ecart de conversion passif	1 465 786
Ecart conversion actif N-1	
<b>Total</b>	<b>1 467 286</b>

Allègements de la dette future d'impôt	Montant
<b>Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :</b>	
- Provisions pour congés payés	
- Participation des salariés	
<b>Autres</b>	
Crédit impôt recherche	
Ecart de conversion actif	
Ecart passif N-1	1 453 703
<b>Total</b>	<b>1 453 703</b>

<i>Amortissements réputés différés</i>	
<i>Déficits reportables au 30/09/2010</i>	
<i>Moins-values à long terme</i>	19 832 348

**REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX**

Rémunérations allouées aux membres :	Montant
• des organes d'administration	
• des organes de direction	26 766
• des organes de surveillance	

**EFFECTIF MOYEN**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	6	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	2	
Ouvriers	1	
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations :	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
<b>A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>			
1. Filiales (plus 50% du capital détenu)			
SARL SYBATRONIC ZI LA MONTGERVALAISE 35720 LA MEZIERE (En liquidation)	975	75.00 %	-7 024
2. Participations (10 à 50% du capital détenu)			
<b>B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>			
1. Filiales non reprises en A			
a) françaises			
b) étrangères			
2. Participations non reprises en A			
a) françaises			
b) étrangères			

## LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation	Valeurs des titres	Prêts/avance consentis et non remb.	CA HT	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
		Valeur brute				
		Valeur nette	Caution/aval donnés par la sté	Résultat du dernier exercice écoulé		

<b>A- Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations</b>						
1- Filiales (+50% du capital détenu)						
SARL SYBATRONIC	8 000 75 %		6 000 0		-7 024	En liquidation
2- Participations (de 10 à 50% du capital détenu)						
<b>B-Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations</b>						
1-Filiales non reprises en A:						
a) françaises						
b) étrangère						
2-Participations non reprises en A						
a) françaises						
b) étrangères						

**Informations relatives aux parties liées (décret 2009-267 du 9 mars 2009)**

**1) SPA BYA ELECTRONIC**

Désignation de la partie liée : société de droit algérien SPA BYA ELECTRONIC

Personnes concernées :

Monsieur Kacem AIT YALLA, président de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA et associé de la société SPA BYA ELECTRONIC.

Monsieur Slimane AIT YALLA, président de la société SPA BYA ELECTRONIC et associé de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

**1.1) Convention concernant une créance commerciale détenue par UNIVERSAL MULTIMEDIA sur la société SPA BYA ELECTRONIC**

Modalités :

Un échéancier prévoyant un règlement de la créance détenue par la société UNIVERSAL MULTIMEDIA sur la société SPA BYA ELECTRONIC d'un montant de 2 159 K€ a été mis en place. Cette créance constituait le reliquat d'un montant initial de 7 442 K€.

L'accord du 29 avril 2008, prévoit la mise en place d'un échéancier de paiement en huit annuités progressives de la créance de 2 159 039,96 €.

Annuité 1 5 % 107.952,0 0	Annuité 2 5 % 107.952,0 0	Annuité 3 5 % 107.952,0 0	Annuité 4 10 % 215.904,0 0	Annuité 5 10 % 215.904,0 0	Annuité 6 19 % 410.217,5 9	Annuité 7 22 % 474.988,7 9	Annuité 8 24 % 518.169,5 9
------------------------------------	------------------------------------	------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------

Le premier versement, soit 107 952 € est intervenu en avril 2009.

Le règlement de la deuxième échéance soit 107 952 € est intervenu en avril 2010 par compensation avec une dette, à hauteur de 100 000 € et paiement pour le solde.

Le solde de la créance restant dû au 30 septembre 2010 s'élève à 1 943 135,97 €.

**1.2) Convention concernant le report d'échéance de créances commerciales détenues par UNIVERSAL MULTIMEDIA sur la société SPA BYA ELECTRONIC, nées en 2009 pour un montant initial de 425 720,47 €.**

EURO

Modalités :

Au terme de reports d'échéances successifs, cette créance a finalement été soldée :

- par compensation avec une dette d'UNIVERSAL MULTIMEDIA à l'égard de la SPA BYA ELECTRONIC, pour un montant de 130 000 €,
- par cession à la Sarl GROUPE AIT YALLA K & S du solde de la créance, pour son montant nominal de 295 720 €, en date du 26 juillet 2010. Le règlement de cette cession de créance est intervenu en date du 30 juillet 2010.

## 2) Monsieur Kacem AIT YALLA

Bail commercial pour les locaux situés à Saint-Germain des Prés (45220) entre Monsieur Kacem AIT YALLA et la société UNIVERSAL MULTIMEDIA

Modalités :

Ce contrat de bail a été renouvelé le 21 juillet 2008, pour neuf années, avec effet rétroactif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006 pour se terminer au 30 juin 2015. Le loyer principal annuel est de 30 500 €. Il est révisable à l'expiration de chaque période triennale conformément à la réglementation en vigueur.

## 3) Messieurs Kacem et Slimane AIT YALLA

Prêts de consommation d'actions de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

Modalités :

Messieurs Kacem et Slimane AIT YALLA ont prêté respectivement 69 204 et 15 210 actions de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA SA à la société UNIVERSAL MULTIMEDIA SA.

Les deux contrats de prêt de consommation sont arrivés à leur échéance au cours de l'exercice 2005/2006. Les titres n'ayant pas encore été restitués aux prêteurs, ceux-ci possèdent toujours de ce fait une créance de restitution de ces quantités de titres à l'égard la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

NB : Toutes ces opérations ont été considérées comme des conventions réglementées et ont, à ce titre, été soumises à l'approbation préalable du conseil d'administration de la société UNIVERSAL MULTIMEDIA.

## 4) Rémunération du Président

Les rémunérations versées au titre de l'exercice aux mandataires sociaux d'Universal Multimédia SA se sont élevées à 26 K€, et, ne concernent que Monsieur AIT YALLA Kacem.

Aucune autre rémunération n'a été versée sous forme de jetons de présence ou de paiement en actions.

Les mandataires sociaux ne bénéficient d'aucun avantage postérieur à l'emploi, d'aucun autre avantage à long terme, d'aucune indemnité de fin de contrat de travail en cas de départ à la retraite, cessation de fonction ou autres.

EURO

## RESULTAT DE LA SOCIETE AU COURS DES 5 DERNIERS EXERCICES

Exercices concernés	31/03/2007	31/03/2008	31/03/2009	31/03/2010	6mois : 30/09/10
<b>CAPITAL FIN EXERCICE</b>					
Capital social	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200
Nombre actions ordinaires	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200	1 901 200
Nombre d'actions à Dividendes prioritaires					
Nombre maximal d'actions futures à créer / conversion obligations / exercice droit souscription					
<b>OPERATIONS - RESULTATS DE L'EXERCICE</b>					
Chiffre d'affaires HT	81 219	374 412	670 739	283 273	297 238
Résultat avant impôts amortissements - provisions	(1 071 023)	(1 149 641)	(1 316 904)	(1 009 853))	(196 149)
Impôts sur les bénéfices		(191 033)	(186 577)	(168 502)	
Participation salariés					
Résultat après impôts	(859 656)	(821 247)	(983 151)	(673 662)	(201 919)
Résultat distribué					
<b>RÉSULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, Part. salariés mais avant amortissements - provisions	(0.6)	(0.5)	(0.6)	(0.44)	(0.10)
Résultat après impôts, Participations salariés amortissements - provisions	(0.45)	(0.43)	(0.52)	(0.35)	(0.11)
Dividende brut versé à Chaque action					
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen	8	11	10	9	10
Montant masse salariale					
Montant sommes versées au	388 0288	328 691	351 130	357 100	163 799
Titre des avantages Sociaux (SS, œuvres soc.)	139 642	159 348	148 379	139 237	70 170

## SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	Du 01/04/09 Au 30/09/10	Du 01/04/08 Au 30/09/09
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>297 238</b>	<b>91 312</b>
<b>VENTES DE MARCHANDISES</b>	<b>57 790</b>	<b>86 898</b>
Achats de marchandises	56 375	78 520
Variation stocks de marchandises		
<i>Coût d'achat March. Vendues</i>		
<b>MARGE COMMERCIALE</b>	<b>1 415</b>	<b>8 378</b>
Ventes produits finis & travaux	171	335
Ventes de services	239 277	4 079
Production stockée	5 225	644
Autres produits	11	1
<b>PRODUCTION EXERCICE</b>	<b>246 099</b>	<b>13 437</b>
Achats Matières premières		1 088
Variation stocks matières	235	-9628
<i>Consommation matière</i>		
<i>Marge sur Coût des matières</i>		
<i>Activité</i>		
<i>Marge globale</i>		
Autres achats et ch. Externes	197 480	369 954
<b>VALEUR AJOUTEE</b>	<b>48 384</b>	<b>-347 977</b>
Subventions d'exploitation	7 496	7 329
Impôts & taxes	163 799	201 127
Salaires	70 170	73 303
Charges sur salaires	233 969	274 430
<i>Sous total Salaires &amp; Charges</i>		
Cotisations exploitant		
Rémunération exploitant		
<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>-193 081</b>	<b>-629 736</b>
Autres produits, Reprise amort....	1	2 601 200
Autres Charges	1	154 324
Dotations Amortissements	4 348	4 463
Dotations Provisions	1	2 328 240
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>-197 430</b>	<b>-515 563</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	632	12 372
Charges financières	1 542	330
<i>Résultat financier</i>		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>-198 340</b>	<b>-503 521</b>
Produits exceptionnels	4 124	232 339
Charges exceptionnelles	7 703	44 667
<i>Résultat exceptionnel</i>		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-3 579	187 672
Impôts sur les bénéfices		
<b>RESULTAT NET</b>	<b>-201 919</b>	<b>-315 849</b>